



Groupement de commandes du GHT
des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

Fax : 04.92.40.61.68

E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



SE9 - N179

FOURNITURE ET POSE DE LA CENTRALE DE PRODUCTION DE FROID DE L'UNITE DE PRODUCTION DES CUISINES DE L'ETOILE DES NEIGES DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIANCON

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES N°010-2025 (CCAP)

Marché à procédure adaptée passé en application des dispositions relatives aux marchés publics :

Des articles R.2123-1, R. 2123-4 et R.2123-5 du Code de la Commande Publique

Code nomenclature DGOS : PD10A000

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------------------------|
| ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE..... | 3 |
| 1-1 OBJET DU MARCHE..... | 3 |
| 1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE | 3 |
| 1-3 FORME DU MARCHE..... | 3 |
| 1-4 DUREE DU MARCHE | 3 |
| 1-5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES | 3 |
| 1-6 MAITRISE D'ŒUVRE (MOE) | 4 |
| 1-7 CONTROLE TECHNIQUE (CT) | 4 |
| 1-8 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (CSPS)..... | 4 |
| 1-9 COORDINATION SSI | 4 |
| 1-10 ETUDES D'EXECUTION | 4 |
| ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS | 5 |
| 2-1 PIECES CONTRACTUELLES..... | 5 |
| 2-2 ASSURANCES | 5 |
| ARTICLE 3 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE | 7 |
| ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION | 7 |
| 4-1 LIEU ET CONDITIONS D'EXECUTION | 7 |
| 4-2 SOUS-TRAITANCE..... | 7 |
| 4-3 PROGRAMME D'EXECUTION | ERREUR ! SIGNET NON DEFINI. |
| 4-4 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION..... | 8 |
| 4-5 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES ETUDES D'EXECUTION ET LES DOE | 8 |
| 4-6 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR) | 8 |
| ARTICLE 5 – GARANTIE | 9 |
| ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX | 9 |
| ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT | 9 |
| ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD | 11 |
| 9-1 RESILIATION | 12 |
| 9-2 EXECUTION PAR DEFAULT | 12 |
| <u>ARTICLE 10 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES (RGPD).....</u> | <u>13</u> |
| ARTICLE 11 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX..... | 13 |
| ARTICLE 12 - CONTESTATIONS ET LITIGES..... | 13 |

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

1-1 OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) est relatif à la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service de la centrale de production de froid de l'unité de production des cuisines de l'étoile des neiges du Centre Hospitalier des Escartons à BRIANÇON (CHEB), Situé au 15 Avenue Adrien Daurelle 05100 Briançon.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE

Cette prestation fait l'objet d'un lot unique car il ne contient pas de prestations distinctes.

Les variantes sont autorisées.

Les variantes ne pourront pas porter sur : Le matériel proposé ne devra pas avoir une puissance nominale inférieure à celle indiquée (144kw).

1-3 FORME DU MARCHE

Personnel publique contractante :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS),

Etablissement support du GHT des Alpes du Sud

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

Représenté par Monsieur Nicolas Razoux, Directeur d'établissement.

Ce marché est passé dans le cadre d'un marché à procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Le montant estimé du marché est inférieur 120 000 € HT.

1-4 DUREE DU MARCHE

La durée du marché court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de l'opération et jusqu'à la fin du délai de garantie d'un an à compter de la date d'effet de notification de la décision d'admission en vertu de l'article 33 du CCAG FCS.

La durée estimative est de 3 mois à compter de la date de notification.

Les délais d'exécution sont ceux établis dans le planning prévisionnel fourni par le titulaire dans son offre et qui tiendra compte de la durée estimative de 3 mois.

La date prévisionnelle de notification est le 14/05/2025.

1-5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2322-8 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

1-6 MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

CH des Escartons de Briançon – 05 100 – Briançon –

qui est chargé d'une mission de base comprenant notamment les éléments suivants :

- direction de l'exécution des contrats de travaux (DET),
- Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (OPC).

1-7 CONTROLE TECHNIQUE (CT)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à visite initiale

Application des réglementations F-GAS

1-8 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (CSPS)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au CSPS de catégorie 3 assurée par :

SANS OBJET

1-9 COORDINATION SSI

La coordination SSI au sens de la norme NF S 61-931 est assurée par :

SANS OBJET

1-10 ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra fournir les plans d'exécution, notes de calculs et détails d'exécution à l'approbation du maître d'œuvre dans le délai exigé lors de la phase préparatoire des travaux.

L'entrepreneur effectuera au minimum les essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux CCP. Ces essais et vérifications sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2-1 PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et son annexe ;
- le mémoire technique (notice descriptive, fiches produits et planning prévisionnel de réalisation des travaux).

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

2-2 ASSURANCES

Le titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants doivent avoir souscrit les contrats d'assurance détaillés ci-après, en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché.

Durant l'exécution du marché, ils doivent produire à toute demande du maître d'ouvrage, une attestation de leur assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

2-2.1 Responsabilité civile

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie datant de moins de 3 mois.

Cette attestation devra préciser, outre l'identité de la compagnie d'assurance, le numéro de la ou les polices, le montant des franchises ; elle devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

2-2.2 Responsabilité décennale

L'entrepreneur devra justifier de la souscription d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation, en état de validité selon les modalités en vigueur au jour de la déclaration d'ouverture de chantier. Cette police sera applicable aux travaux de bâtiment, et pour les activités exercées, au sens de l'article I 241-1 du code des assurances.

Ce contrat doit comporter les garanties :

- de la responsabilité civile décennale au sens des Articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code Civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et à l'arrêté du 30 décembre 1982, en capitalisation.
- de bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code Civil.

L'entrepreneur devra justifier si nécessaire de la souscription d'une police de responsabilité civile décennale applicable aux travaux de « Génie Civil ». Ce contrat doit garantir la responsabilité civile décennale, au sens des Articles 1792 et 2270 du code civil, pour les « travaux de génie civil ». Les garanties doivent être compatibles avec les spécialités techniques des travaux et d'un montant adapté aux risques encourus, et gérés en capitalisation.

Les garanties du ou des contrats souscrits par l'entrepreneur (assurance responsabilité décennale) seront de 120 000 € (au minimum).

L'entrepreneur devra justifier de la garantie décennale de ce marché par la production d'une attestation d'assurance, établie par une compagnie d'assurances nominative pour le chantier précisant l'activité de l'entreprise ainsi que l'abrogation de la règle proportionnelle ; cette attestation sera valable à la date du commencement des travaux.

L'entrepreneur devra joindre, au plus tard à la signature du marché, au titre de chacun des contrats ci-dessus, une attestation émanant de la compagnie d'assurances elle-même et non du courtier, valable à la date du commencement des travaux, mentionnant au minimum :

- l'identité de la compagnie d'assurances,
- les numéros, types et dates d'effet du contrat,
- les garanties accordées et leur montant,
- les qualifications ou activités ou la nature des travaux garantis,
- la conformité avec les textes visés ci-dessus,
- l'abandon de la règle proportionnelle,
- les références du chantier :
 - ✓ identité du maître d'ouvrage
 - ✓ adresse de chantier
 - ✓ coût prévisionnel total des travaux

Ainsi que les attestations des cotraitants et/ou sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions que ci-avant.

Aucun règlement ne sera effectué par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas les justificatifs demandés.

ARTICLE 3 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations techniques financières ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'établissement.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Le Centre Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par l'établissement ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION

4-1 LIEU ET CONDITIONS D'EXECUTION

La livraison et les travaux d'installation seront réalisés sur le site Etoile des Neiges situé au 15 avenue Adrien Daurelle 05100 Briançon

4-2 SOUS-TRAITANCE

Les entrepreneurs qui envisageraient une sous-traitance pour les travaux d'installation devront les préciser (nature, montant et conditions, désignation de la société sous-traitante, etc...) au moment de la remise de leur offre, en joignant le dossier de déclaration de sous-traitance (DC4).

Les pièces administratives à joindre à cette déclaration sont précisées dans le règlement de la consultation.

Seules les entreprises dont le dossier aura reçu l'acceptation par le pouvoir adjudicateur pourront intervenir au titre de ces prestations.

4-3 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Un constat contradictoire sera établi de l'état des parements existants afin d'éviter tout litige lors de leur reconstitution.

Le titulaire devra réaliser tous les percements qui lui sont nécessaires. Il devra également les rebouchages et la reconstitution des parements conformément aux existants.

Il est rappelé que les travaux devront être réalisés sur un site en exploitation nécessitant l'emploi de méthodes et outillages appropriés. Ils nécessitent également des précautions particulières exceptionnelles.

En cas d'insuffisance de préparation et/ou de méthode utilisée non adaptée, de précautions insuffisantes ou de perturbations sur l'exploitation du site, le maître d'œuvre pourra interrompre les travaux de l'entrepreneur sur-le-champ et sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Toutes les conséquences de cette interruption (directes ou indirectes) resteront à la charge du titulaire.

4-4 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES ETUDES D'EXECUTION ET LES DOE

Sauf stipulation contraire dans le CCTP, le titulaire aura à sa charge l'établissement de toutes les notes de calculs, les plans d'exécution, les plans de traçage d'atelier, les plans de supports, les plans de méthodes chantier, etc...

Avant toute exécution de travaux, il devra adresser ces éléments en temps opportun au maître d'œuvre qui sera tenu de faire-part de ses observations et (ou) de son accord sur les documents au plus tard dans les quinze jours qui suivront la date de réception de ces documents.

Sous réserve de prescriptions plus contraignantes définies dans les CCTP, les documents d'études EXE et DOE seront transmis :

- ✚ pour avis ou accord :
 - maître d'œuvre : 1 exemplaire
- ✚ en fin de chantier :
 - 1 exemplaire reproductible des plans sur support AUTOCAD (si demandé dans CCTP),
 - 1 exemplaire relié.

4-5 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR)

Au minimum 5 jours ouvrables avant la réception, il sera procédé aux "Opérations Préalables à la Réception" (OPR) ; elles se feront de façon groupée ou séparée, à l'initiative du maître d'œuvre.

Ces OPR ne pourront avoir lieu :

- qu'après parfait achèvement des travaux
- qu'après remise par l'entreprise des fiches d'auto-contrôle
- qu'après remise des procès-verbaux d'essais
- qu'après remise des dossiers DOE.

La (ou les) date(s) de l'OPR reste(nt) à l'initiative du maître d'œuvre.

ARTICLE 5 – GARANTIE

Les équipements fournis et posés seront garantis contre tout vice de fabrication.

Certains seront certifiés NF suivant les prescriptions du CCTP.

ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Le marché est conclu aux prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF).

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des prestations demandées au présent marché ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'assurance et tous les frais afférents à l'exécution de la prestation.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Les erreurs de quantité ou omissions constatées postérieurement à la signature du marché sur cette décomposition ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix global forfaitaire notifié.

Le candidat devra donc vérifier les quantités portées sur le bordereau quantitatif et signaler ses remarques éventuelles avant la notification du marché.

ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le mode de facturation est défini ainsi :

- ✓ pendant la durée des travaux : 0 %
- ✓ à la réception des travaux : 80 %
- ✓ à la levée des réserves éventuelles : 20 %.

Les factures seront adressées par le titulaire après service fait à l'adresse suivante :

**Monsieur le Directeur
Centre Hospitalier des Escartons de Briançon
24 Av Adrien Daurelle
05100 – Briançon**

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- N° SIRET CHEB : 260 500 046 00016

Chaque facture établie par le titulaire en un original ou par envoi dématérialisé, portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché (numéro et date d'effet – date de réception de la notification)
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

Le Centre Hospitalier des Escartons se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Direction des Achats, de la Logistique, du Patrimoine et des Equipements, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R2191-33 du Code de la Commande Publique, une retenue de garantie de 5 % sera appliquée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Cette retenue peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues par l'article R2191-34 du Code de la Commande Publique.

Cette retenue sera libérée un an après la réception des travaux, à condition que l'entreprise ait satisfait à toutes ses obligations découlant des observations ou réserves émises lors de la réception.

AVANCE ET GARANTIE

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans le Code de la Commande Publique.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD

Centre Hospitalier des Escartons se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites ci-après.

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont cumulatives. Elles pourront être déduites des différents paiements effectués au profit du titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard d'exécution sont les suivantes :

✚ Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux :

Il pourra être appliqué une pénalité journalière de 50 € HT par jour calendaire, sans limitation, sur constatation du retard par le maître d'œuvre.

✚ Pénalités pour retard dans l'exécution des levées de réserves :

Si des réserves sont stipulées sur le procès-verbal de réception établi par le Centre Hospitalier, elles devront être levées dans le délai stipulé sur le procès-verbal.

Les observations dûment constatées comme non réalisées et en l'absence de justification sérieuse de l'entreprise, une pénalité de 50 € HT sera appliquée par jour calendaire de retard en cas de dépassement du délai d'exécution fixé par le procès-verbal.

✚ Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service restée sans effet, il peut y être procédé par l'établissement hospitalier, aux frais du titulaire, sans préjudice de l'application d'une pénalité de 80 €.

✦ Délais et pénalités pour non remise des documents fournis avant et après exécution :

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents, une pénalité de 80 € HT par jour calendaire est opérée sur les sommes dues au titulaire.

Les pénalités ainsi définies seront applicables de plein droit. Le titulaire est tenu au paiement de ces pénalités sauf et par dérogation à ces principes, si le retard est motivé par une circonstance exceptionnelle indépendante de la volonté du titulaire, dûment justifiée et qui soit acceptée par la personne publique. Dans ce cas la pénalité sera neutralisée.

Le montant de l'indemnité pourra être déduit directement d'une facture du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard peuvent être dues dès le premier euro.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAULT

9-1 RESILIATION

Le CHICAS, établissement support du GHT des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions citées ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis du CHICAS, établissement support du GHT des Alpes du Sud),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

9-2 EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Centre Hospitalier des Escartons de Briançon fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 45 du CCAG-FCS).

ARTICLE 10 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES (RGPD)

Tout contrat intégrant des données à caractère personnel (DCP) au sens du RGPD (*c'est-à-dire toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale*) doit intégrer les clauses contractuelles spécifiques.

Le titulaire s'engage à signer les clauses contractuelles, figurant en annexe du présent CCTP, après remplissage des données en lien avec l'acheteur.

Dans le cas de transfert de données hors UE, le titulaire s'engage à remplir et à signer *a minima* les clauses contractuelles types (CCT) dont le modèle est fourni par la commission européenne (version du 4 juin 2021) > [EUR-Lex - 32021D0914 - FR - EUR-Lex \(europa.eu\)](#).. Le titulaire prend acte que des mesures complémentaires pourront être requises dans ce cadre afin de garantir un niveau de protection équivalent à celui prévu dans l'Espace économique européen et afin de nous assurer de l'effectivité des mesures proposées dans les CCT au regard de la législation en vigueur au niveau du pays tiers.

ARTICLE 11 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du CCAG relatives aux marchés de fournitures courantes et de services sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier, l'article 10 déroge à l'article à l'article 14.1 du CCAG-FCS,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

ARTICLE 12 - CONTESTATIONS ET LITIGES

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06.

Fait à GAP, le 28/03/2025

Pour le GHT des Alpes du Sud :
Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud
et par délégation,
La Directrice Adjointe

Chloé SCHMITT



